



**Assemblée générale Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/42/346  
S/18922  
15 juin 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

**ASSEMBLEE GENERALE**

Quarante-deuxième session

Points 50, 51, 57, 58, 63,

67 et 74 de la liste préliminaire\*

**CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS**

**EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES**

**NECESSITE URGENTE DE CONCLURE UN**

**TRAITE D'INTERDICTION COMPLETE DES**

**ESSAIS NUCLEAIRES**

**PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS**

**DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE**

**APPLICATION DE LA RESOLUTION 41/54 DE**

**L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA**

**CESSATION IMMEDIATE ET A L'INTERDICTION**

**DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES**

**DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET**

**EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS**

**ET DECISIONS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE**

**GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE**

**MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE PAIX ET**

**DE SECURITE INTERNATIONALES**

**CONSEIL DE SECURITE**

Quarante-deuxième année

Lettre datée du 12 juin 1987, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes  
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la réponse du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, faisant suite à la déclaration commune des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette réponse comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 50, 51, 57, 58, 63, 67 et 74 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) A. BELONOGOV

\* A/42/50 et Corr.1.

ANNEXE

Réponse du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique à la déclaration commune des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Argentine, de la Grèce, de l'Inde, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie et de la Suède, publiée le 22 mai 1987

J'ai lu avec un vif intérêt la déclaration commune des dirigeants de ces six pays, publiée le 22 mai 1987 (voir A/42/319-S/18894) et je m'associe pleinement à l'appel vibrant qu'ils ont lancé pour que soit enfin enclenché un processus de désarmement nucléaire qui nous conduirait vers un monde plus sûr, de manière à épargner aux générations futures le cauchemar d'un holocauste nucléaire.

Je suis certain qu'il est possible de conclure des accords de vaste portée dans le domaine du désarmement nucléaire, si la volonté politique existe. Par son attitude concrète et ses initiatives énergiques, l'Union soviétique a démontré de manière convaincante qu'elle avait cette volonté. Et c'est peut-être sa position sur le problème des missiles à portée intermédiaire qui en donne l'illustration la plus concrète et la plus éloquente.

Nos récentes propositions dans ce domaine, comme à propos des missiles tactico-opérationnels, propositions dans lesquelles nous avons tenu compte des vœux et des intérêts des Etats-Unis d'Amérique et de leurs alliés d'Europe occidentale dans toute la mesure du possible, éliminaient apparemment tous les obstacles et dégageaient la voie pour la phase finale des négociations sur les missiles à portée intermédiaire. Néanmoins, la nervosité avec laquelle certains milieux occidentaux ont accueilli la perspective bien réelle d'un accord sur les missiles à portée intermédiaire jette un doute sérieux sur la sincérité des assurances données antérieurement par certains gouvernements d'Europe occidentale quant à leur volonté d'éliminer complètement les missiles soviétiques et américains à portée intermédiaire sur le théâtre européen.

Nous gardons tout de même l'espoir que le bon sens l'emportera et que cette perspective deviendra réalité. Pour la première fois depuis l'apparition des armements nucléaires, on ferait un pas décisif sur la voie difficile - la seule qui soit raisonnable pour l'humanité - aboutissant à l'élimination universelle des armes nucléaires.

L'Union soviétique ne ménage pas ses efforts pour permettre, à une date rapprochée, l'élaboration et la signature d'un accord mutuellement acceptable sur les missiles à portée intermédiaire entre l'URSS et les Etats-Unis, sur la base de l'accord de principe convenu à Reykjavik. C'est précisément la mission qui a été confiée à la délégation soviétique aux négociations sur les armes nucléaires et spatiales à Genève. La balle est maintenant dans le camp de nos partenaires; nous attendons un geste réciproque de leur part.

J'ai déjà dû indiquer à plusieurs reprises que l'Union soviétique considérait une éventuelle extension de la course aux armements à l'espace comme tout à fait inadmissible et qu'elle jugeait le programme américain "Initiative de défense stratégique" extrêmement dangereux pour la paix. C'est une vérité qu'on ne peut par nier : le déploiement d'armes dans l'espace aurait des conséquences irréversibles : il entraînerait une méfiance réciproque accrue, relancerait la course aux armements et rendrait la paix encore plus fragile.

Nous rejetons fermement les programmes axés sur "la guerre des étoiles" et nous préférons les remplacer par de multiples initiatives en vue de promouvoir une vaste coopération orientée vers l'exploration et l'utilisation pacifiques de l'espace dans l'intérêt de l'humanité tout entière.

L'Union soviétique s'efforce de sensibiliser les Etats-Unis à la nécessité de renforcer par tous les moyens possible le dispositif prévu dans le traité sur la défense anti-missiles, qui constitue la base essentielle des accords prévoyant des réductions substantielles des armes stratégiques offensives. Une chose doit être absolument claire : si les dispositions de ce traité n'étaient pas préservées intégralement, ces réductions seraient inconcevables.

Pour éviter de compromettre l'accord sur les armements stratégiques offensifs en déployant des armes dans l'espace, nous pensons que l'URSS et les Etats-Unis doivent s'engager à maintenir le traité en application pendant une période de 10 ans et se mettre d'accord sur les équipements susceptibles d'être stationnés dans l'espace dont le déploiement serait interdit durant cette période, y compris à des fins d'expérimentation.

Je pense que l'opinion publique mondiale est également bien familiarisée avec notre position de principe sur la question des essais nucléaires. Je répète ce que j'ai déjà déclaré antérieurement : la décision de l'Union soviétique de mettre fin au moratoire unilatéral qui a duré plus d'un an et demi lui a été imposée malgré elle.

Nous invitons une fois de plus les Etats-Unis à entamer des négociations détaillées sur l'interdiction complète des essais nucléaires moyennant un contrôle international strict, y compris des inspections sur place. Pour atteindre cet objectif essentiel, on pourrait dans un premier temps axer les négociations sur l'examen des questions liées à la ratification des accords soviéto-américains de 1974 et 1976 et à une réduction substantielle de la puissance autorisée pour les explosions nucléaires, en limitant simultanément leur nombre. Afin de permettre la ratification des accords précités dès que possible, l'URSS est prête à négocier avec les Etats-Unis la possibilité de réaliser des essais de calibrage appropriés sur les polygones de tir des deux parties. Pour effectuer ces essais, nous préconisons l'utilisation des équipements sismologiques nationaux des deux pays, et aussi des moyens de contrôle sismologique des Etats du Groupe des Six, sous réserve, bien entendu, de leur accord. Nous sommes également prêts à prendre des mesures concrètes immédiates dans la perspective de ces négociations : par exemple, conclure avec les Etats-Unis un accord intérimaire prévoyant un plafond d'une kilotonne pour les explosions nucléaires souterraines, le nombre des essais d'armes nucléaires étant simultanément limité à deux ou trois par an.

Bref, l'Union soviétique ne manque pas de bonne volonté. Nous sommes réceptifs à toutes les idées constructives qui iraient dans le sens d'un désarmement véritable.

Les nobles aspirations des dirigeants des six pays, telles qu'elles sont exprimées dans leur déclaration commune, recueillent une totale adhésion et un soutien actif de notre part et elles nous confortent de surcroît dans notre conviction que la raison humaine finira par triompher; elles nous incitent à nous mobiliser encore davantage pour réaliser notre rêve d'un monde exempt d'armes nucléaires, afin de préserver la civilisation sur la planète.

-----

